

## Temps forts de l'actualité

Marie-Anne Thil, Sylvie Mosser, Béatrice Barras et Alette Levecque

Numéro 289, juillet 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022170ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022170ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thil, M.-A., Mosser, S., Barras, B. & Levecque, A. (2003). Temps forts de l'actualité. *Revue internationale de l'économie sociale*, (289), 5–7.  
<https://doi.org/10.7202/1022170ar>

# TEMPS FORTS DE L'ACTUALITÉ

## Rencontre franco-espagnole Ceges-Cepes : la Ceges et le réseau Recipes

Le 19 juin dernier, le Ceges a organisé une rencontre avec la Confédération espagnole des entreprises d'économie sociale (Cepes) au Crédit mutuel à Paris, afin de présenter Recipes, portail Internet permettant l'accès à l'internationalisation des activités des entreprises d'économie sociale.

### L'économie sociale en Espagne

Elle représente plus de 46 000 entreprises et près de 2 millions d'emplois. La Cepes, créée en 1992, est une plate-forme de représentation de ces acteurs (coopératives, mutuelles, fondations, entreprises d'insertion locale, centres spéciaux pour l'emploi, secteur des personnes handicapées...), organisés en fédérations et confédérations nationales et régionales. Agent économique à part entière, la Cepes défend ses valeurs d'entreprendre « autrement » dans la société espagnole.

Etre une passerelle entre les pays du sud de l'Europe est aussi l'une des vocations de la Cepes. A cet effet, elle procède, en 2000, à la mise en place du Réseau euro-méditerranéen de l'économie sociale (Esméd) avec l'Italie, la France, la Grèce et le Portugal. Le but est la promotion de la coopération entre les cinq Etats (défense des intérêts des entreprises d'économie sociale et de leur reconnaissance institutionnelle, coordination des études et des projets, échanges et encouragement d'expériences, notamment dans les pays du Sud). Ainsi, actuellement, Esméd mène des projets concrets de partenariat avec la Tunisie et le Maroc dont il a aussi été question lors de la dernière rencontre du réseau, à Rome, le 23 juin dernier.

### Les échanges sans frontières

Afin de dynamiser les relations entre les structures du réseau, la Cepes s'est dotée d'un outil informatique, Recipes, financé en partie par le ministère de l'Economie en Espagne. Elaboré à partir des résultats d'une étude portant sur cent entreprises d'économie sociale en Espagne et d'analyses d'experts internationaux, il a été testé auprès d'entreprises espagnoles et européennes. Espace ouvert, accessible au réseau Esméd, il favorise des collaborations entre acteurs d'un même pays ou de pays différents. Lieu virtuel de rencontre entre les entreprises d'économie sociale, il permet l'échange des idées et de l'information, ainsi que la mutualisation des expériences. L'ensemble est enrichi d'un service de documentation et de consultation en ligne.

En France, c'est le Ceges qui en a la responsabilité.

### La reconnaissance des Etats

Sensibiliser et témoigner des valeurs de l'économie sociale dans la société fait partie intégrante de la mission des membres du réseau Esméd dans leur pays. Ainsi, le 25 avril et le 5 mai 2003, la Cepes et le Ceges ont rencontré leur Premier ministre respectif. J. M. Aznar a reconnu cette forme d'entreprendre et son apport à l'économie espagnole, en termes d'emploi et de cohésion sociale. Concrètement, un groupe de travail s'est constitué entre le gouvernement et la Cepes, afin d'analyser les mesures futures dans le secteur de l'économie sociale. Quant à J.-P. Raffarin, il a déclaré que « *l'économie sociale est une vraie modernité ignorée par les Français, dont il faut retrouver le chemin* ». Le Premier ministre souhaite rechercher avec le Ceges les modalités qui permettront de reconnaître à l'économie sociale sa vraie place dans la stratégie économique que doit promouvoir le gouvernement.

Marie-Anne Thil ●

## En direct du XXXVII<sup>e</sup> congrès de la FNMF à Toulouse

« Réduire les inégalités sociales : de l'assurance maladie à l'assurance santé » a été le thème de fond qui a réuni quatre mille mutualistes à Toulouse du 12 au 14 juin dernier.

Après l'état des lieux des systèmes de santé en Europe, la Mutualité française a présenté le « carnet de santé de la France en 2003 » et fait des propositions concernant la responsabilité des acteurs en matière de politique de santé et l'organisation d'une cohérence entre ces acteurs, notamment entre l'assurance maladie obligatoire et les mutuelles, afin de garantir à tous la qualité des soins.

Le congrès a également abordé les questions des inégalités sociales dans le domaine du handicap et des inégalités de santé dans le monde.

Le débat actuel sur la réforme de l'assurance maladie est au calendrier du gouvernement. Le ministre de la Santé, Jean-François Mattéi (qui a présidé la séance de clôture du congrès), avait demandé le concours de tous les acteurs. La FNMF a fait plusieurs propositions, inscrites dans sa résolution générale : la création d'une haute autorité en santé indépendante, d'une union nationale des caisses d'assurance maladie, dans laquelle la mutualité serait partenaire, et d'une instance représentative des professionnels de santé. J.-P. Davant a déclaré à l'AFP : « *Nous voulons que les mutuelles soient associées à la gestion du risque et aux actions collectives de régulation des dépenses de santé.* »

### La promotion de l'économie sociale

La tenue du congrès était aussi pour la FNMF le moyen de présenter ses champs d'intervention, et notamment ses actions pour la reconnaissance de l'économie sociale. Ainsi, le Conseil des entreprises et groupements de l'économie sociale (Ceges), dont elle a activement soutenu la création et qui est présidé par J.-P. Davant, était présent durant toute la manifestation, comme l'Institut de l'économie sociale (IES) et la *Recma*<sup>(1)</sup>.

**Marie-Anne Thil** ●

## Un partenariat entre la FNMF et CNP assurances

Deux poids lourds de la protection sociale française, la FNMF et CNP assurances, viennent unir leurs efforts pour proposer des couvertures de risques innovantes dans le champ de l'assurance des personnes, avec un double souci de solidarité et de pérennité économique. Regroupant plus de 95 % des mutuelles de santé en France, la Mutualité française (FNMF) compte 18 millions d'adhérents, ce qui représente environ le double de personnes couvertes par une complémentaire santé. La FNMF gère aussi le plus important réseau français d'établissements et de centres de soins, mène des actions de prévention et intervient dans le domaine de la prévoyance. Premier assureur de personnes en France depuis plus de dix ans, CNP assurances accompagne 14 millions d'individus dans les domaines de l'épargne, de la retraite et du risque-prévoyance. Cotée en Bourse, tournée vers l'international, elle se développe au travers de nombreux partenariats basés sur la complémentarité d'expertise. C'était déjà le cas avec les mutuelles de la fonction publique. La convention-cadre de partenariat signée en juin 2003 pour une durée de dix ans concerne tous les groupements mutualistes, qui seront associés à un plan de développement conjoint en matière de santé, de dépendance, de prévoyance, d'épargne retraite, d'habitat et de services à la personne.

**Sylvie Mosser** ●

## Les vingt et un ans d'Ardelaine

Le 21 juin dernier, la Scop Ardelaine organisait un événement pour inaugurer son nouveau musée ; elle a saisi aussi cette occasion pour fêter son vingt et unième anniversaire.

C'est en effet en juin 1982 que cette coopérative ardéchoise a pris naissance en regroupant une

(1) Dont le numéro 287 (distribué aux congressistes) présentait un article sur la mutualité : « L'effort commercial des mutuelles de santé », de P. Kaminski.

quinzaine d'associés autour du projet de restructuration de la filière laine sur le site d'une filature centenaire. Aujourd'hui, la Scop se félicite des objectifs atteints, avec la tonte annuelle de 50 000 brebis chez 300 éleveurs, la transformation de 40 tonnes de laine, la création d'activité (25 équivalents temps plein) dans un petit village de la montagne ardéchoise et la venue de 25 000 visiteurs annuels sur son site, pour son musée et sa boutique.

L'organisation de cette journée festive a démarré par une table ronde autour du thème « Développement local, durable et économie solidaire, quelles convergences ? », animée par Pascale Russo, journaliste au *Monde Initiatives* et organisée avec le soutien de la Cress Rhône-Alpes. Les intervenants (Dominique Carliez, de la Coopérative financière Garrigue, Cyril Harpet d'*Economie et Humanisme*, Robert Chapuis, vice-président du conseil général ardéchois, Guy Babolat, président de la Cress Rhône-Alpes, Danièle Demoustier, maître de conférences à l'IEP de Grenoble, et Gérard Barras, PDG d'Ardelaine) ont amené leur réflexion et leur expérience dans un débat enrichi par les interventions issues de la salle, parmi les deux cents participants. Après un pique-nique au bord de la rivière, les élus ont introduit l'après-midi en affirmant leur intérêt et leur soutien à la Scop Ardelaine. Ils ont ensuite ouvert la voie à une visite scénarisée de l'entreprise où danseurs, mime, calligraphe, chanteurs, musiciens et acteurs ont amené une dimension artistique dans les ateliers de cardage, de confection, de matelasserie, etc. La visite du nouveau musée consacré aux processus qui ont permis au XVIII<sup>e</sup> siècle la mécanisation et l'industrialisation du travail de la laine terminait le parcours. Les huit cents personnes présentes, amis, réseaux militants, représentants des institutions, population locale, se sont enfin regroupés pour une restitution théâtralisée de l'histoire d'Ardelaine dont les saynètes ont rappelé à chacun les événements clés d'une aventure qui ne manque pas de piquant ! Cette aventure coopérative est également relatée dans un livre<sup>(2)</sup> publié à cette occasion.

Un événement comme celui-ci est une ponctuation dans l'histoire de la coopérative, une occasion de prendre la mesure du chemin parcouru pour mieux orienter la dynamique vers l'avenir. Un grand moment où créativité, solidarité, coopération ont fait la démonstration de la dynamique sociale et culturelle du monde de l'économie sociale et solidaire.

**Béatrice Barras, co-fondatrice d'Ardelaine** ●

### Des changements dans le syndicalisme européen

Le congrès de Prague (26-28 mai 2003) de la Confédération européenne des syndicats (CES) marque une étape importante dans la vie du mouvement syndical européen. Tout d'abord parce que c'était la première fois qu'un mouvement syndical libre pouvait se réunir dans un pays de l'est européen. Ensuite parce que ce congrès franchit une nouvelle étape avec de nouveaux dirigeants. Les principaux animateurs de la CES, le secrétaire général sortant Emilio Gabaglio (Italie) et son adjoint Jean Lapeyre (France), également sortant, sont parvenus à mettre en œuvre une véritable activité syndicale commune au cours des douze dernières années.

Les débats, les partenariats entre représentants de l'économie sociale et responsables de la CES ont toujours été riches et animés, qu'ils aient eu pour thème la protection sociale, l'emploi, la problématique dialogue civil-dialogue social ou la rédaction de la Convention pour l'Europe.

Le nouveau secrétaire général, le Britannique John Monks (issu des Tuc anglais), et le nouveau secrétaire général adjoint, l'Allemand Rainer Hoffmann (issu du DGB allemand), vont travailler avec une équipe presque totalement remaniée et dans le cadre d'une Europe élargie, marquée par la présence en son sein d'une représentation des syndicats des nouveaux membres de l'Union européenne.

**Aliette Levecque** ●

(2) Béatrice Barras, *Moutons rebelles, Ardelaine, la fibre développement local*, éditions Repas, 2003 (07190 Saint-Pierreville).